

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1) de prescrire la révision « allégée » n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
 - 2) d'approuver les objectifs développés par le Maire ;
 - 3) que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
 - installation d'un panneau d'exposition en mairie,
 - insertion dans le bulletin municipal et sur le site internet d'un article présentant le projet et les évolutions du PLU rendues nécessaires,
 - mise à disposition du public d'un cahier de recueil des observations en mairie.
 - 4) que les crédits destinés au financement des dépenses afférents à l'élaboration de la révision « allégée » n°3 du PLU sont inscrits au budget de l'exercice 2025 – compte 202.
- La présente délibération sera transmise au préfet du département de la Haute-Garonne et notifiée :
- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ;
 - au président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Nord Toulousain ;
 - aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture ;
 - au président de la Communauté de Communes du Frontonnais ;

Conformément aux dispositions de l'article R104-11 du code de l'urbanisme, du fait que la révision allégée porte sur un territoire inférieur à 5 hectares et à 1/1000 du territoire communal, un examen au cas par cas sera réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme, afin de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.

Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Acte rendu exécutoire en application des dispositions de l'article L 2131.1 du C.G.C.T.

les jour, mois et an que dessus,

Après :

- envoi en préfecture le 08/07/2025
- Affichage 08/07/2025 au 08/08/2025
- Publication au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Le Maire,

Hugo Cavagnac

Le secrétaire

Horacio Carvalho

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Toulouse par le biais d'une requête sous format papier ou déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).